L'écho des montagnes

EDITORIAL :

Le Premier Comité d'action social local s'est tenu ce Jeudi 05/01/2023, avec la nouvelle représentation issue des élections professionnelles en date du 08/12 dernier.
Vos élus Solidaires, majoritaires au sein de ces instances continuent à porter les voix et les revendications ou remontées du terrain (cf liminaire en annexe du message).
Cette liminaire atteste de la continuité de nos analyses et actions en un sens : dénoncer et remettre en cause le schéma dévastateur de nos gouvernants et de l'administration centrale qui poursuit sans relâche l'affaiblissement de nos structures, missions et territoires.
Dans huit jours, le DDFIP prononcera la nouvelle peine des suppressions d'emplois pour ce département qu'il s' évertuera d'expliquer en terme de ratio, de charges emplois, de coefficients correcteur et autres simagrées complètement déconnectées de la réalité du terrain.
Les suppressions à venir vont définitivement «plomber» les agents présents sur le terrain. Elles envoient un signal dévastateur à l'ensemble des personnels, qui constate que pas moins de 11 Emplois de Cadre C et B vont disparaître du paysage haut alpin pour céder la place à la création d'un nouvel Afip en soutien du DDFIP. Nous entendons déjà les argumentaires des personnels, qui sont aussi les nôtres portés en instance ce jeudi. Dénoncer une disparition des forces vives, au détriment d'un nouvel ajout au sein d'une «armée mexicaine»,dont la taille est de plus en plus sujette à caution.

Alors certes, parmi ces 11 suppressions il y a quatre transferts de postes B et C entre Laragne et Sisteron, mais l'addition demeure particulièrement salée, raison pour laquelle nous ne « danserons pas la Carioca » en compagnie de Renaud Rousselle et boycotteront le prochain CSAL sur le projet de loi Finances Emplois.

Lors du Remue Méninges, notre DDFIP avait établi un constat lucide en lien avec les éléments relayés par les personnels.
Sa synthèse départementale et la note remontée à la Direction Générale établissait en point N°1, et élément majeur :
«***Une demande récurrente de mettre fin aux suppressions d'emplois dont la pression est jugée insupportable, renforcée par la vacance structurelle».***

Avec 1350 suppressions d'emplois dans les directions territoriales et une saignée sans précédent sur ces dernières années pour le 05(qui vient porter le nombre à 73 emplois disparus sur huit ans) nous ne pouvons que déplorer l'abyme qui sépare les propos de notre DDFIP, des effets réels et constatés à compter du 1er Septembre prochain.

En ajoutant les annonces nationales sur la réforme des retraites, force est d'admettre que bien malgré nous l'année 2023 débute sur de drôles de bases. Cela ne nous empêche pas malgré ce contexte particulier de vous adresser nos meilleurs vœux pour 2023 avec l'ensemble de l'équipe de Solidaires Finances Publiques 05.

Suppressions d'emplois 2023
Des étrennes qui étreignent !

Les propos rassurants du DDG auront donc fait long feu…Nous n'aurons «que» 850 suppressions d'emplois pour 2023, et pourtant la contribution de la DDFiP 05 n'aura jamais été aussi lourde !

850 nouvelles suppressions d'emplois à la DGFiP, pour 2023, On devrait s'en réjouir???

PLF 2015	PLF 2016	PLF 2017	PLF 2018	PLF 2019	PLF 2020	PLF 2021	PLF 2022	PLF 2023
-2000	-2130	-1630	-1600	-2130	-1500	-1800	-1600	-850

La méthode (selon la DG) : Les directions départementales et régionales des finances publiques contribuent aux suppressions prévues par la loi de finances, ainsi qu'aux redéploiements destinés à améliorer la qualité de service de la DGFIP. Le hic c'est que la «qualité de service» se paie cash dans les DRFIP/DDFIP qui enregistrent, **après transfert et redéploiement, 1352 suppressions d'emplois.**

Cette contribution, toujours selon la DG, est basée sur les gains de productivité issus de la suppression intégrale de la taxe d'habitation sur les résidences principales et de la contribution à l'audiovisuel public (1500 ETP), ainsi que sur les réformes mises en œuvre dans le cadre du COM avec la fin du déploiement du NRP, l'intelligence artificielle dans la sphère du contrôle fiscal (100 ETP), «zéro cash», GMBI, Eenregistrement,Foncier innovant...Au global, plus de 2000 gains d'ETP…

	A+	A	B	C	TOTAL
DRFIP/DDFIP	-131	+68	-337	-952	-1352

En voici , le détail avec un solde de 10 Suppressions de poste pour notre département :

La répartition catégorielle des évolutions d'emplois pour 2023 s'établit comme suit :

	VENTILATION PAR CATÉGORIE DE L'EVOLUTION DES EMPLOIS													
	AGFIP	AFIP	AFiPA	IP	Idiv		Idiv expert		A		B		C - AST	TOTAL
					HC	CN	HC	CN	Admi	Huiss	Admi	Géo		
EVOLUTION DU TAGERFiP 2023		1			1	-2			1		-6		-5	-10

Cinq axes président à cette évolution :

C' est donc bien une véritable saignée qui apparaît :

- Disparition d'un cadre B au SIE DE GAP,
- Disparition d'un cadre B au SIE de EMBRUN,
- Disparition d'un cadre B au SGC de GAP,
- Disparition d'un cadre B EDR en Direction.

= Suppression de 4 Cadres B pour 2023

- Disparition d'un cadre C au SGC de BRIANCON,
- Disparition d'un cadre C à la Paierie Départementale,
- Disparition d'un cadre C en Direction.

= Suppression de 3 Cadres C pour 2023

- Transfert de deux emplois de Cadre B et C soit 4 Postes vers le SGC de Sisteron en lien avec la fermeture de la trésorerie de Laragne.

= Disparition de deux cadres B et deux cadres C pour les effectifs du 05, agrémentant les effectifs du 04

Autres particularités du mouvement :

- Un emploi B Direction est transféré à la Paierie Départementale,
- La cadre A implanté PCRP Briançon est déplacé sur la résidence de Gap,
- Un emploi B de la trésorerie de Laragne transféré à la Trésorerie Hospitalière de Gap,
- Création d'un Poste A CDL et un poste d'adjoint supplémentaire au SGC de Gap, en lien avec la disparition des postes d'Inspecteur implantés sur Tallard et Laragne,
- Cinq Emplois de la trésorerie de Veynes et Tallard réaffectés au SGC de Gap,
- L'Emploi du responsable SDIF (Idiv hors classe) est financé par la suppression d'un poste Idiv Classe normale,
- L'emploi d'adjoint du Sip de Gap est transféré en Direction pour la cellule Missions Foncières et autres taches.

Extra Bonus :

Création d'un Afip qui pourra remplacer à lui seul les massives suppressions de poste énumérées ci-dessus, et seconder avec une redoutable efficacité l'ensemble des Services et Personnels de la DDFIP 05.
La photo de cet individu redoutable sera prochainement publiée dans nos éditions……

Compte Rendu CSAL DU 12/01/2023

Lors de cette réunion, la Direction a décliné son calendrier social pour les instances et six mois à venir qui concerneront les Comités d'action Sociale et les Formations Spécialisées ex CHS.

Sur les ponts naturels qui seront au nombre de deux pour 2023 et impacteront le pont de l'ascension et le week-end du 15/08, SFP s'inspirant d'une proposition relayée par nos Camarades du Vaucluse a demandé qu' en ces temps difficiles, notamment sur le plan du salaire et de l'inflation, les journées soient octroyées en guise de reconnaissance par la Direction locale.
Surpris et visiblement gêné aux entournures par cette demande, le DDFIP a poliment opposé une fin de non-recevoir.
SFP 05 avait préalablement contacté les personnels en charge de l'accueil pour la date du 19/05 en pleine Campagne IR. Notre organisation s'est pliée à la volonté générale de fermeture sur ces dates, demande qui a donc été relayée par nos élus et sera validée pour 2023.

Les 19/05 et 14/08 seront donc des dates de pont naturel au sein de la DDFIP05.

Sur la question des travaux à la Cité Desmichels, SFP 05 a déploré le manque de concertation des personnels. Une vision étriquée et centrée sur la chasse au mètre carré, dépourvue de réflexion sur les liaisons et fonctionnalités des différents services, et projetant les agents sur une perception inconnue pour des délais pouvant atteindre deux ans voir plus.
Si la Direction invoque une série de malencontreux évènements ou décisions contraires qui ont porté atteinte à une communication digne de ce nom, ce sont bien les agents qui en bout de ligne vont payer les pots cassés, comme c'est le cas pour les suppressions d'emplois.
La notion d'accueil est peu abordée pour les usagers, la problématique Covid n'existe plus et le ratio au mètre carré est à ranger dans l'armoire des souvenirs.
Bref cette concertation restera dans les annales, et il semble évidemment bien trop facile de s'abriter derrière des responsables du bureau immobilier demeurant à Marseille ou ailleurs.
Le DDFIP et son équipe pourraient même promouvoir une organisation très verticale, avec les fameuses pyramides humaines ayant vogue en Espagne (avec la tradition des castells).
On n'arrête plus le progrès, notons au passage que dans la foulée de ce qui s'était passé au premier étage avec les camarades du Sip, les espaces détentes disparaissent purement et simplement.
Notons également que le flou manifeste entretenu aura pu générer des tensions entre services et agents, mais au vu de l'État des structures, nous ne sommes plus à un détail près….
En dernier lieu aucune projection n'intervient sur le futur et la taille des services amenés à évoluer tel le Pôle départemental de recouvrement…..
Des solutions pour le relogement de certains collègues ont été proposées dans la partie excentrée de l'aile sud du troisième étage, mais les échos en provenance du second étage de Ladoucette ne nous incitent guère à l'optimisme.

Pour les locaux syndicaux, absence de concertation également, nous avons expliqué qu'au-delà de l'aspect logistique et préparation de réunion pouvant se dérouler en Direction, la grande partie des personnels souhaitant rencontrer des représentants, voulait le faire dans une grande discrétion.(et non sous la fenêtre du Directeur). Renaud Rousselle a promis de chercher un local à la Cité Desmichels pour ne pas nous couper de la base, à l'heure ou d'autres interlocuteurs ont déjà disparu du paysage, comme c'est le cas du Médecin de Prévention.
Tiendra-t-il ses engagements ? A suivre…..

Pour la présentation du Com 2023/2027, le Directeur interpellé par nos élus a reconnu avoir réalisé une sorte de service minimum sur la restitution tronquée du Remue méninges, que nous avions dénoncée au moment même de son apparition en juin dernier.
En effet les conclusions nationales sont à des années lumières du ressenti et du vécu de nos petites Directions, au point de se demander si nous évoluons au sein de la même sphère professionnelle.
A l'heure ou les préoccupations s'articulent sur l'emploi et l'argent via la reconnaissance, comment se reconnaître dans des documents officiels qui font essentiellement la part belle à des thèmes secondaires, tels que les évolutions relatives à l'audit ou le développement de l'intelligence artificielle.

Convaincu par nos arguments, et ce depuis longtemps, Renaud Rousselle est apparu déstabilisé tant les conclusions qu'il a fait remonter pour notre département semblent absentes du débat national.

En dernier lieu, SFP 05 souhaite aborder prochainement le thème de la sécurité des personnels en lien avec la tragique disparition de notre collègue vérificateur dans le Nord, et les pressions quotidiennes exercées sur les agents en charge de l'accueil, du recouvrement, du contrôle ou des personnels nomades (géomètres, huissier des finances publiques). Renaud Rousselle retient cette proposition et une prochaine Formation Spécialisée sur le sujet sera organisée en ce sens.

Après trois heures trente de débat, cette première réunion s'est terminée sur des remarques complémentaires sur les suppressions de poste, le désarroi des agents, l'ambiance dans les services et le mal être accentué des responsables. Le DDFIP est conscient de notre état des lieux, mais pour les solutions, il se situe très en deçà de ce qui est attendu par les personnels.

SYNDICAT NATIONAL Solidaires Finances Publiques 05
Section des Hautes Alpes